

LE RÔLE DU COMMERCE FRONTALIER DES PRODUITS ALIMENTAIRES AVEC LE RWANDA DANS L'APPROVISIONNEMENT DES MÉNAGES DE LA VILLE DE BUKAVU (Province du Sud-Kivu)

Par

VWIMA Stany., MASTAKI Jean-Luc, LEBAILLY Philippe.

I. JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

Ce travail s'inscrit dans un cadre géographique regroupant deux pays (RDC et Rwanda) appartenant à la Communauté Économique des Pays des Grands (CEPGL) avec le Burundi. Le commerce des produits alimentaires entre population transfrontalière est une réalité. Elle est facilitée par un ensemble d'accord et certaines pratiques de proximité qui n'ont jamais été mise en cause même pendant les périodes des guerres.

Les flux importants des produits alimentaires enregistrés lors de la traversée attentive du corridor frontalier entre la ville de Bukavu (RDC) et le district de Rusizi (Rwanda), les difficultés et risques auxquels les petits commerçants et les ménages sont soumis, constituent des éléments qui ont guidé le choix de l'approche conceptuelle.

Lors de traversée des frontières, on peut se rendre compte que la ville de Bukavu et le district de Rusizi (Rwanda) ont des fonctions biens réparties. Alors que Bukavu fonctionne comme un grand centre de consommation, le district de Rusizi s'est positionné stratégiquement comme une ville entrepôt (Soule B.G. et Musila C., 2005). Ces approvisionnements à partir de l'étranger solidifient encore la dépendance alimentaire de la province du Sud-kivu en général et la ville de Bukavu en particulier. Ce problème mérite une étude particulière et a guidé aussi le choix de ce travail.

Le choix de l'approche conceptuelle de cette étude a été aussi motivé par le souci de voir la contribution du commerce frontalier à la paix, à la lutte contre la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Ceci constitue les réponses à plusieurs préoccupations au développement et à l'intégration régionale. Dans ce cadre, plusieurs auteurs, comme Johnson D. et *al.* (2006), Cling J-P.(2006), Tegera A. et *al.*(2007), Masato Hayashikawa (2009), ont déjà montré qu'il existe un lien entre commerce, développement et lutte contre pauvreté. Plusieurs programmes sous régionaux (CEPGL), régionaux (COMESA, CIRGL), internationaux (Banque mondiale) ainsi que plusieurs ONGs internationaux (Alert International, DFID) s'intéressent de plus en plus à cette problématique.

II. PROBLÉMATIQUE

Bien que le commerce soit un catalyseur nécessaire à la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs où les populations sont extrêmement interdépendantes (Johnson D. et *al.*, 2006), mais dans l'hypothèse d'un retour durable à la paix dans cette région, comme le souligne Soule B.G. et Musila C. (2005), la relance d'économies sinistrées pose des défis énormes. Les réalités commerciales transfrontalières permettent d'observer des flux très importants d'échanges des produits du secteur primaire, secondaire et tertiaire entre l'Est de la RDC, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda.

Le Sud-kivu, l'une des provinces de l'Est de la RDC, n'est pas fermée sur elle-même, elle entretient des échanges de proximité avec d'autres pays dont le Rwanda et le Burundi. Elle

continue à être une des plaques tournantes du commerce frontalier avec ses voisins malgré le contexte de crise socio-économique actuelle.

Mise à part les problèmes liés au foncier et à l'accroissement de la population, la famine au Sud-Kivu s'est accentuée avec l'insécurité généralisée sur toute l'étendue de la province avec comme conséquence la paralysie de l'appareil socio-économique, l'accroissement de la pauvreté, l'exode rural, la forte baisse de la production vivrière et la forte dépendance de son économie alimentaire du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et de la province du Nord-Kivu.

Une communauté qui importe l'essentiel de sa nourriture auprès d'une autre, résout son problème alimentaire mais il suffit d'un problème politico-économique entre les deux pour que la communauté vendeuse puisse refuser de vendre ses produits et par conséquent la faim de la communauté acheteuse s'accroisse. C'est la notion d'arme alimentaire (CONSORTIUM CRONGD/Sud-Kivu, 2010). Il suffit encore que la production du vendeur baisse pour que ce dernier cesse d'approvisionner l'acheteur. Le vendeur peut à sa guise manipuler l'économie de l'acheteur qui n'a pas de choix en lui imposant ses conditions, l'obligation de nourrir la population étant au dessus de toute chose.

Plusieurs questions découlent de ce débat dont les principaux sont : l'instabilité du marché étranger (prix, quantités, taux de change, crise alimentaire) déstabilise régulièrement les échanges entre pays ; les contraintes liées aux capacités matérielles d'importation (transformation, conservation, transport et distribution) ne permettent pas d'assurer toujours une disponibilité alimentaire ; la contrainte liée à la pauvreté de la population rend quelque fois difficile l'accès aux produits alimentaires.

Face à l'augmentation de la demande dans la ville de Bukavu due en grande partie par l'augmentation démographique, vaut-il mieux continuer à importer ou produire soi-même ces vivres ces prochaines années ? Cette première alternative améliore naturellement la situation des importateurs urbains mais pas celle des ménages producteurs et constitue la principale contrainte et goulot d'étranglement non seulement à sa souveraineté alimentaire mais aussi à sa sécurité alimentaire. La deuxième alternative oblige de pacifier l'intérieur de la province et d'investir dans le secteur agricole afin de la rendre compétitive, surtout si on se rappelle du poids considérable du secteur agricole dans la vie économique et sociale.

Pour assurer leurs couvertures alimentaires, on constate que les ménages urbains trouvent facilités de s'approvisionner en denrées alimentaires sur les marchés frontaliers du district de Rusizi (Rwanda). Cette situation risque encore de s'accroître étant donné les limites de l'agriculture du Sud-Kivu à répondre à court terme aux pressions de la demande sans recours aux marchés frontaliers et étrangers. C'est dans ce sens que l'étude sur le rôle du commerce frontalier des produits alimentaires avec le Rwanda dans l'approvisionnement des ménages de la ville de Bukavu, articulée autour de trois questions suivantes, s'avère nécessaire.

- 1) Le commerce frontalier des produits alimentaires entre le Rwanda et la RDC, crée-il des effets socio-économiques multiples profitables à la province du Sud-Kivu ?
- 2) Quelle est l'ampleur des produits alimentaires en provenance du district de Rusizi (Rwanda) dans l'approvisionnement des ménages de la ville de Bukavu.
- 3) Quels sont les déterminants des pratiques d'approvisionnement des produits alimentaires en provenance de district de Rusizi (Rwanda) ?

III. HYPOTHÈSES

En se basant sur les théories économiques et les revues de la littérature sur le commerce frontalier et approvisionnements alimentaires, les hypothèses suivantes ont été formulées afin de répondre aux questions posées.

- 1) Les effets socio-économiques multiples créés par le commerce frontalier des produits alimentaires entre le Rwanda et la RDC ne sont pas profitables aux paysans ruraux et à la sécurité alimentaire à long terme de la population du Sud-Kivu.

- 2) Le flux et le volume global des produits alimentaires en provenance du district Rusizi (Rwanda) sont importants par rapport à d'autres sources d'approvisionnement de la ville de Bukavu.
- 3) Les facteurs liés aux caractéristiques des ménages, ceux liés à l'offre en produits alimentaires et à leurs caractéristiques et ceux liés aux conditions de transaction déterminent les pratiques d'approvisionnement des produits alimentaires en provenance du district de Rusizi (Rwanda).

IV. OBJECTIFS DU TRAVAIL

L'objectif global de ce travail est de mettre en évidence l'importance des approvisionnements des produits alimentaires en provenance du district de Rusizi (Rwanda) dans la sécurité alimentaire de la province de la ville de Bukavu.

Ce travail a comme objectifs spécifiques d'analyser le commerce frontalier des produits alimentaires entre le Rwanda et la RDC, de quantifier les flux des produits alimentaires en provenance de district de Rusizi (Rwanda) qui entrent dans la ville de Bukavu, d'analyser l'efficacité des marchés des produits alimentaires en provenance de district de Rusizi (Rwanda), d'identifier et analyser les différents facteurs qui déterminent les pratiques d'approvisionnement des produits alimentaires en provenance de district de Rusizi (Rwanda) par les ménages urbains de la ville de Bukavu, de définir des politiques visant à améliorer le système d'approvisionnement alimentaires de la ville de Bukavu et pouvant faciliter l'intégration régionale.

V. MÉTHODOLOGIQUE

III.1. Choix de la zone d'étude

On s'est intéressé à la ville de Bukavu qui est une partie de l'espace à l'intérieur de laquelle les effets directs et indirects liés à la présence de la frontière sont fortement ressentis et matérialisés par la présence des douaniers, des agents de police, des militaires, des cambistes, des transporteurs,...

Le choix de la ville de Bukavu est motivé par plusieurs facteurs dont sa position géographique et démographique ainsi que son rôle joué dans cette période pendant laquelle tous les milieux ruraux du Sud-Kivu sont dans une situation d'insécurité.

La ville de Bukavu est située à l'Est de la RDC, au Sud-Ouest du lac Kivu. Elle est située à 350 km de Goma, à 1650 km de Kinshasa (capitale de la RDC), à 120 km d'Uvira et à 15 km seulement de Kamembe (Rwanda). Elle est la capitale de la province du Sud-Kivu. C'est une ville qui compte 60 Km².

Les statistiques disponibles à la mairie de Bukavu montrent que la population de la ville de Bukavu a sensiblement augmenté. En 1971, la population de cette ville était chiffrée à 133.086 habitants, en 1980 elle était de 250.359 habitants et en 2004, elle était de 459.070 habitants et, selon les statistiques de la division des affaires intérieures du Sud-Kivu, la ville compte 667.477 habitants en 2009.

La ville de Bukavu a servi de refuge pour la population rurale fuyant les graves insécurités et les violences de toutes sortes, et elle connaît maintenant une grave pauvreté urbaine (Monographie du Sud-Kivu, 2005). Elle joue un rôle de ville d'« accueil » dans le sens qu'elle abrite actuellement presque toute les populations qui se sont déplacées et qui se déplacent encore de leurs milieux ruraux. Selon les statistiques de la mairie de la ville de Bukavu, 46780 personnes soit 7% de la population de la ville ont effectué un exode rural en 2009. Cette situation pose des problèmes non seulement socio-économiques et environnementaux mais aussi de disponibilité alimentaire.

Pour se nourrir, la ville de Bukavu accroît de plus en plus ses approvisionnements des produits alimentaires à partir du district de Rusizi (province de l'Ouest du Rwanda). C'est cette dynamique, jusque là peu étudié, qui dicte notre choix.

Pour notre étude, le choix de la « frontière-contact » sera porté à Rusizi 1 et Rusizi 2 qui constituent les portes d'entrées et de sorties par excellence des produits alimentaires dans la ville de Bukavu en provenance du Rwanda et c'est également là que les taxes sont prélevées et les tracasseries diverses sont observées.

III.2. Collecte des données

Une synthèse des connaissances sur l'économie du Rwanda et la RDC, sur le commerce frontalier entre ces deux pays ont été réalisées sur la base de la bibliographie et des statistiques disponibles.

Cette partie a permis de comprendre le sujet dans sa globalité et d'appréhender l'histoire, l'évolution, les transformations qui se sont opérées dans la ville de Bukavu par le fait de dynamisme des échanges avec le district de Rusizi (Rwanda). Elle a aussi permis à appréhender les caractéristiques physiques et socio-économiques de la zone d'étude. L'essentiel des sources écrites ont été consultés dans des bibliothèques en Belgique, en RDC, au Rwanda et au Burundi.

Le travail de terrain consiste en trois séries d'investigations : d'une part les pointages des flux des produits alimentaires par axe d'approvisionnement de la ville de Bukavu, d'autres part une enquête par questionnaire sur un échantillon des ménage-consommateurs et ménage-revendeurs et en fin le suivi des ménage-consommateurs et des ménage-revendeurs des produits alimentaires en provenance du district de Rusizi dans la province de l'Ouest du Rwanda.

Bien que la ville de Bukavu constitue notre principal site d'enquête mais nous avons effectué quelques entretiens informels dans le district de Rusizi.

III.2.1. Déroulement des enquêtes sur terrain

Comment parvenir à une quantification du commerce régional qui soit plus proche de la réalité ? Plusieurs travaux indiquent que la sous-estimation des flux réels par les statistiques officielles n'est pas uniforme, ni dans le temps, ni dans l'espace, pas plus que d'un produit à l'autre. Les variations interannuelles du commerce régional "officiel" ne peuvent donc être considérées comme représentatives des fluctuations des échanges réels (Coste J. ; Egg J., 1994).

Pour contourner cette difficulté, nous avons cherché à combiner plusieurs approches :

- Le pointage des produits alimentaires en provenance du district de Rusizi (province de l'Ouest du Rwanda) ainsi que ceux provenant d'autres axes d'approvisionnement de la ville de Bukavu ;
- La confrontation des données quantifiées sur l'approvisionnement de la ville de Bukavu avec celles des différents services de l'Etat comme l'Office Congolais de Contrôle (OCC), Direction Générales des Douanes et Accises (DGDA), de l'Inspection provincial de l'agriculture, pêche et élevage.
- L'enquête par questionnaire auprès des ménage-consommateurs et des ménage-revendeurs des produits alimentaires qui s'approvisionnent au Rwanda
- Le suivi des ménage-revendeurs et ménage-consommateurs des produits qui s'approvisionnent au Rwanda.

1) Pointages de flux des produits alimentaires

Tout au long de cette étape, on a essayé de pointer les produits en provenance des différents axes d'approvisionnement de la ville de Bukavu.

Comme il est difficile de pointer tous les produits alimentaires en provenance de district de Rusizi (Rwanda) qui entrent à Bukavu, on a d'abord fait une classification des ces produits

avant de nous diriger vers les agents capables de nous fournir les informations recherchées. On s'est adressé d'abord aux agents de l'OCC et de la DGDA pour connaître les produits alimentaires qui entrent régulièrement à chaque poste de la frontière (Rusizi I et II).

Après cette identification, nous n'avons retenu qu'un nombre limité des produits alimentaires en fonction de leur impact sur la sécurité alimentaire de la population.

Les produits qui ont fait une attention particulière sont :

- les produits vivriers (maïs grains et farine de maïs ; manioc, cossette de manioc et farine de manioc ; arachides; haricot ; pomme de terre ; sorgho ; patates douces, bananes plantains.
- Le riz
- la viande de bœuf et de porc

Les caractéristiques spécifiques de chaque produit n'a pas été tenu compte lors du déroulement de pointage des flux. Pour le commerce frontalier des produits alimentaires entre le district de Rusizi (province de l'Ouest du Rwanda) avec la ville de Bukavu, davantage "atomisé" ; il s'est avéré indispensable de positionner deux enquêteurs par frontière. Un enquêteur s'occupait des flux des produits alimentaires et un autre des acteurs. L'enquête s'est déroulée chaque jour de 7h⁰⁰ à 18h⁰⁰ pendant 3 mois à dater du 1/5/2010 jusque le 31/7/2010. Le choix de cette période a été dicté par la récolte d'un grand nombre des produits vivriers au Sud-kivu. L'arachide et le haricot sont récoltés aux mois de Mai, Juin saison B ; le maïs au mois de Juin saison B ; la patate douce et le sorgho au mois de Juin saison B ; La pomme de terre au mois de juillet saison B et le riz pluvial au mois de Mai saison A (Monographie du Sud-Kivu, 1998). Le pointage au niveau des frontières s'est fait uniquement sur base des déclarations des ménage-consommateurs et ménage-revendeurs ainsi que des transporteurs (camion, camionnette, tête/dos, charrette, brouette, vélo pour handicapés) qui passent aux frontières avec un colis d'aliment visible.

Quatre questions étaient posées aux agents qui traversent les frontières ayant un colis d'aliments visibles en provenance du district de Rusizi : quel produit ? Quelle quantité ?, Quel est le marché d'achat ?, Quelle est la finalité ?, Quelle fréquence d'approvisionnement ? Si la fréquence d'approvisionnement est supérieure ou égal à 3 fois la semaine, une dernière question était de connaître l'adresse et/ou le numéro de téléphone du ménage ?

Concernant les axes d'approvisionnements alimentaires qui arrivent par les ports et beach situés sur le lac Kivu en provenance de la province du Nord-Kivu et de l'Île d'Idjui, le pointage de ces flux a été faite par deux enquêteurs sur base d'un document appelé « manifeste » tenu par le capitaine des navires ou boats ou pirogues. A défaut de ce document, on se contentait de leurs déclarations. Sur ces documents, se trouve enregistré tous les produits transportés ainsi que leurs quantités.

C'est au cours du pointage que on a non seulement identifié les acteurs sur la chaîne d'approvisionnement en provenance du district de Rusizi(Rwanda) mais aussi on a connu les commerçants de proximité, les intermédiaires, les acheteurs, les transporteurs, les manutentionnaires, les agents de change (cambistes, bureaux de change) et les organisations des manutentionnaires et des ménage-revendeurs.

Signalons que la réalisation de ce travail a demandé une série d'autorisation préalable des différents services qui travaillent aux deux frontières choisies (Rusizi I et Rusizi II) et aux différents ports et Beach de la ville de Bukavu situés sur le lac Kivu. Ces services sont : Office Congolais de Contrôle (OCC), Immigration, Hygiène, Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA). Pour les axes d'approvisionnement routiers situés à l'intérieur de la province et ceux lacustres du Nord-kivu et l'île d'Idjui, il a fallu une autorisation de la Division provinciale du commerce et de la Division provinciale de transport.

Concernant les axes d'approvisionnements alimentaires qui arrivent par les ports et beach situés sur le lac Kivu en provenance de la province du Nord-Kivu et de l'Île d'Idjui, le pointage

de ces flux a été faite par deux enquêteurs sur base d'un document appelé « manifeste » tenu par le capitaine des navires ou boat et piroguiers. A défaut de ce document, on se contentait de leurs déclarations. Sur ces documents, se trouve enregistré tous les produits transportés ainsi que leurs quantités.

Pour les axes d'approvisionnements alimentaires par route en provenance de l'intérieur de la province du Sud-Kivu, il a fallu actualiser la liste des différents dépôts des produits alimentaires en provenance de la division de l'économie avant d'envisager le pointage de flux. Huit enquêteurs ont été engagés pour ce travail et il a été de leur devoir de passer chaque matin dans ces différents dépôts pour prélever les quantités qui sont entrées hier. Ceci, c'est pour prendre en considération dans le flux, les produits alimentaires qui arrivent très tard la nuit. L'axe de provenance du produit était aussi enregistré par les enquêteurs.

Pour les dons et aides en produits alimentaires distribués par les différents ONG nationaux et internationaux, ainsi que les produits issus de l'agriculture urbaine, on s'est contenté directement des rapports de ces ONGs œuvrant dans ce domaine.

2) Echantillonnage et enquête par questionnaire

Cette étude s'est intéressé seulement aux ménage-consommateurs et ménage-revendeurs de la ville de Bukavu qui s'approvisionnent dans le district de Rusizi et qui utilisent les tête/dos, les charrettes, les brouette, les vélos pour handicapés comme leur moyen de transport lors de la traversée des frontières.

Le résultat du pointage des flux montrent que 2.021 ménages en moyenne traversent les deux frontières par jour pour y effectuer leurs approvisionnements alimentaires dont 661 ménages soit 32,7% sont des consommateurs directs des produits alimentaires et 1360 ménages soit 67,3% sont des revendeurs des produits alimentaires.

A la fin du pointage des flux frontaliers des produits alimentaires, 233 ménages choisis selon le critère de fréquence d'approvisionnement alimentaire dans le district de Rusizi et leur accessibilité, ont été répartis proportionnellement au nombre des ménages-revendeurs et les ménages consommateurs qui traversent les frontières pour s'approvisionner en produits alimentaires. 157 ménage-revendeurs et 76 ménage-consommateurs répartis entre les trois communes de la ville de Bukavu (Ibanda, Kadutu et Bagira) ; ont été sélectionnés et ont fait l'objet d'une enquête par questionnaire. Les ménage-consommateurs ont été enquêtés à leur domicile et les ménages-revendeurs sur leurs marchés de vente.

Les enquêtés ont été sélectionnés par commune de destination des produits alimentaires en provenance du district de Rusizi (province de l'Ouest du Rwanda).

Tableau n°1 : Répartition de l'échantillon par commune de destination des produits alimentaires

Commune	Quantités (kg) achetées à Rusizi (Mai-Juin-Juillet 2010)	Fréquence d'approvisionnement par commune (%)	Répartition des ménages- revendeurs (nombre)	Répartition des ménages- consommateurs
Ibanda	7.300.141	64,2	101	49
Kadutu	2.376.526	20,9	33	16
Bagira	1.694.270	14,9	23	11
Total	11.370.937	100	157	76

Source : Résultats issus du pointage des flux des produits alimentaires de Mai-Juin- juillet 2010

3) Suivi des ménages-consommateurs et des ménages-revendeurs

Comme le montre le tableau n°2, après enquête par questionnaire, 30 ménages ont été retenus sur base du critère de fréquence d’approvisionnement au district de Rusizi et ont fait l’objet d’un suivi journalier pendant 3 mois à partir du 01/08/ 2011 jusqu’au 31/10/2011.

Le tableau n°2 : Répartition des ménages suivis proportionnellement au nombre des ménage-revendeurs et ménages-consommateurs suivis et par commune.

Commune	Répartition des ménage-revendeurs suivis (nombre)	Répartition des ménage-consommateurs suivis (nombre)
Ibanda	13	6
Kadutu	4	3
Bagira	3	1
Total	20	10

Source : répartition faite sur base du tableau n°1

VI. PHILOSOPHIE ANALYTIQUE ET CONCEPTUELLE

La démarche analytique et conceptuelle de la présente étude est présentée schématiquement ci-après :

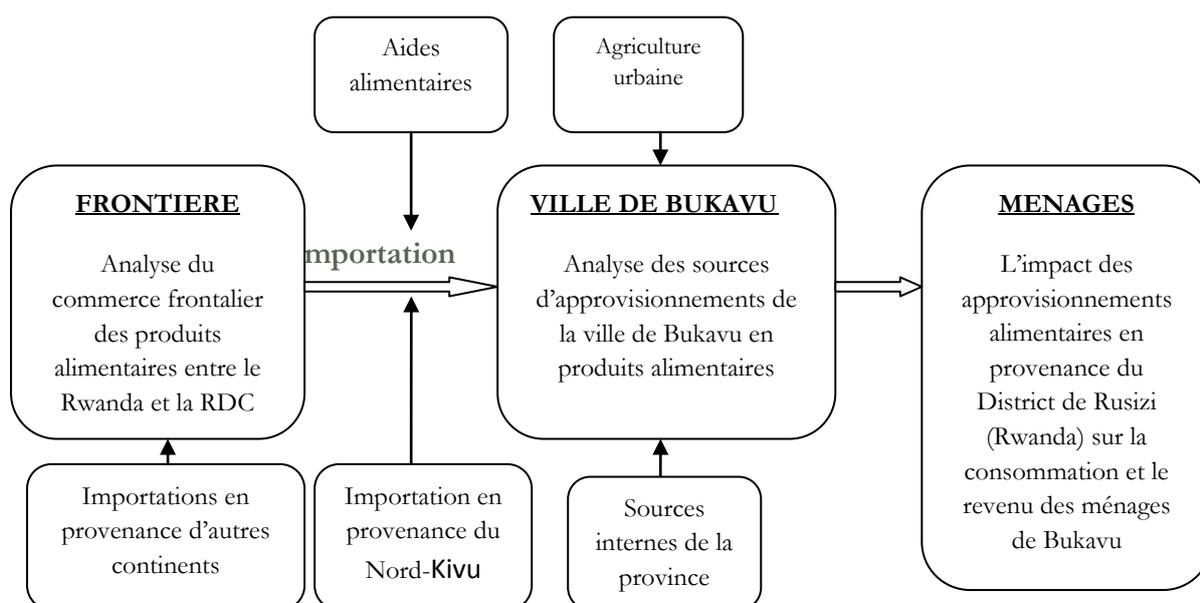


Figure 1 : Schéma de la démarche analytique et conceptuelle de l’étude.

Ce travail se focalise principalement à trois niveaux : Frontière, Ville et Ménages. Chaque niveau mérite une étude approfondie particulière.

VII. PRESENTATION DES PREMIERS RESULTATS

VI.1. commerce intra-régional au sein de la région des grands lacs

Le tableau n°3 présente les données officielles sur le commerce frontalier des marchandises dans la région des grands lacs entre la RDC, le Burundi, la Rwanda et l’Ouganda en 2009. Ces valeurs du commerce frontalier sont faibles par rapport au total des importations de chaque pays. Par exemple, les importations du Rwanda en provenance du Burundi, de la RDC et

de l'Ouganda représentent respectivement 0,30% ; 0,54% et 12,8% seulement du total de ses importations de 2009. Les mêmes faibles pourcentages s'observent aussi pour la RDC qui importe 0,18% du Burundi, 0,29% du Rwanda et 2% de l'Ouganda par rapport à ses importations totales de 2009.

On constate aussi que les exportations du Burundi, du Rwanda et d'Ouganda vers la RDC excèdent leurs importations en provenance de la RDC alors que, le rapport de la Banque mondiale (2011) montre qu'en 1970 c'était la RDC qui était le net exportateur du Rwanda et du Burundi et le net importateur de l'Ouganda. Les biens de construction en fer et en acier constituent les principaux produits d'exportation du l'Ouganda et du Rwanda vers la RDC tandis que les bois, l'huile végétale, les médicaments constituent les principaux produits que les deux premiers pays importent de la RDC.

Tableau n°3: Matrice du commerce frontalier dans la région des grands lacs (en Mille \$ US) en 2009

		Importer			
		Burundi	RDC	Rwanda	Ouganda
Exporter	Burundi	-	7037	3.291	426
	RDC	652	-	5.975	4.346
	Rwanda	1.738	11392	-	3.071
	Ouganda	28.515	78.309	141.853	-
	Monde	337.649	3.900.000*	1.109.830	4.246.228

Source : Word Bank (2011). (*) RDC, statistique de la banque mondiale.

Signalons que ces données sont à prendre avec réserve vue l'importance des échanges informels dans le commerce frontalier de ces pays. En plus, ce le commerce frontalier qui joue un rôle important dans la région des grands lacs. Ce commerce n'est pas illégal mais plutôt, il est mal organisé dans cette région. Les produits faisant l'objet de ce commerce sont soumis à la taxation et augmentent les recettes de l'Etat. Ce commerce représente un grand montant du commerce extérieur des pays des grands lacs. Le tableau n°... montre la part du commerce informel et formel des produits alimentaires en RDC, Rwanda et Ouganda.

Tableau n°4 : Estimation du commerce informel et formel des produits alimentaires en RDC, au Rwanda et en Ouganda (tonnes)

	RDC	Rwanda	Ouganda
Commerce formel	3.276	8.286	205.583
Commerce informel	16.078	9.116	114.879
Ratio du commerce informel sur le commerce formel	4,91	0,26	0,56

Source : Sabwa et Mukhebi (2011) cité par Word Bank (2011)

Sabwa et Mukhebi (2011) cité par Word Bank (2011) estime que le commerce informel est presque 5 fois supérieur au commerce formel en RDC alors qu'il est de 0,26 fois au Rwanda et 0,56 fois en Ouganda. Ceci montre la faiblesse des statistiques du commerce informel en RDC par rapport aux deux autres pays. En plus, le commerce informel des produits alimentaires en RDC a une grande ampleur par rapport à d'autres pays non seulement en termes de quantités mais aussi en termes de nombre des ménages qui le pratique. C'est dans ce sens que, selon Brenton P. et *al.* (2011) l'échange transfrontalier entre la RDC et les pays voisins de l'Est

constitue la principale source de revenus pour un grand nombre de commerçants informels, en majorité des femmes pauvres qui transportent leurs produits agricoles d'un endroit à un autre. Il y a donc une importante dimension « spécifique au genre » et « spécifique à la pauvreté monétaire » liée à cette question dans la région des grands lacs mais curieusement, il y a moins d'informations liées à ces problématiques.

Les initiatives sous régionales et régionales de la CEPGL, COMESA, EAC, CIRGL pouvaient encore permettre d'améliorer davantage ces échanges entre pays membres et rendre leurs économies beaucoup plus compétitives si des problèmes politico-socio-économiques à l'intérieur de chaque pays trouvent d'abord solutions. C'est dans ce sens que le rapport de la Banque Mondiale (2011) confirme que la coopération régionale et l'intégration économique régionale peut être la meilleure clé pour réduire les différentes contraintes politiques et d'infrastructure du commerce frontalier dans la région des grands lacs.

VI.2. Description des flux des produits agricoles entre la RDC et le Rwanda

Les exportations en produits agricoles de la RDC vers le Rwanda sont dominées par le café. Le bois fait aussi l'objet de ces exportations. Selon l'article de presse *The Monitor* (2007), plus de 90 % des importations rwandaises de bois provenant de RDC arrivent via Goma et entrent au Rwanda par Gisenyi, la plupart du bois provient d'Ituri. Le deuxième poste frontalier le plus important est Cyangugu, au sud, et le bois qui y transite provient de Bukavu. Seule une petite quantité de bois arrivent au Rwanda par des postes frontaliers autres que Gisenyi et Cyangugu (provenant des plantations d'essences d'une valeur inférieure).

En parlant des exportations de la RDC vers le Rwanda en provenance de la RDC, on peut observer deux situations controversées selon qu'on se situe sur différents axes frontaliers entre le Rwanda et la RDC.

Des flux importants des produits vivriers comme la farine de manioc, la pomme de terre, le haricot, le maïs, ...traversent la frontière de Goma pour être vendues au Rwanda. Il en est de même pour l'axe Kamanyola-Bugarama sur lequel le flux du paddy et du maïs grains traversent les frontières pour être transformés en riz blanc et farine de maïs. La dévaluation des francs congolais (FC) par rapport au francs rwandais contribue aussi à stimuler le flux des produits surtout agricoles de la RDC vers les Rwanda. En vendant en Franc rwandais, les commerçants bénéficient sur le prix de la marchandise et sur le taux de change.

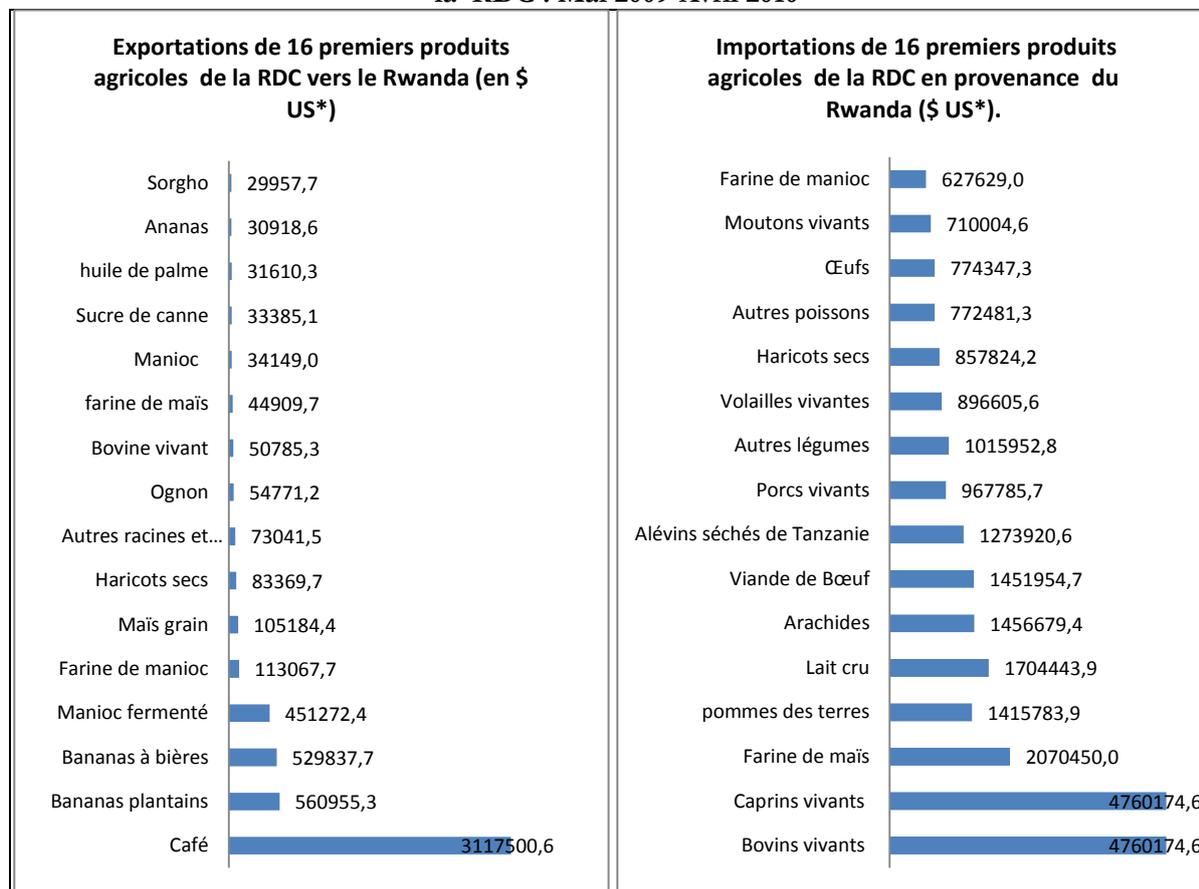
Le sens est contraire lorsqu'on se situe sur l'axe Bukavu et district de Rusizi (province de l'Ouest du Rwanda). Bukavu fonctionne comme un grand centre de consommation alors que le district de Rusizi s'est positionné stratégiquement comme une ville entrepôt des produits alimentaires. Cette position arrange beaucoup plus les intermédiaires opportunistes car, si on essaie de remonter les filières de ces produits, on sait vite se rendre compte qu'une grande partie de ces produits ne sont pas produit au Rwanda mais plutôt en Ouganda (farine de maïs, vaches), à Goma (pomme de terre, haricot) de l'Ile d'Idjui (manioc, patates douces, choux), de la plaine de la Ruzizi (maïs, riz). Certains produits comme le paddy et le maïs sont d'abord transformés et emballés au Rwanda avant d'être acheminés sur les marchés du district de Rusizi.

Les exportations du Rwanda vers la RDC sont dominées par les produits du règne animal comme les bovins vivants suivis de caprins vivants. Cette situation peut s'expliquer par un secteur d'élevage de l'Est de la RDC qui a été victime depuis 1996 de vol à causes des insécurités et des guerres.

Certaines observations peuvent découler à la simple lecture du graphiques n°1. Le Rwanda importe de la RDC un bon nombre des produits surtout alimentaires comme la farine de maïs, farine de manioc et le haricot secs, et au même moment il les exporte vers ce même pays, alors que ce dernier peut avoir un avantage comparatif si l'on rend viable le secteur agricole par les investissements publics et privés. Cette situation peut facilement être expliquée par les opérations

post-récoltes et de commercialisations bien organisées avec des structures appuyées par les acteurs publics et privés au Rwanda. C'est ce qui manque au secteur agricole de la RDC. Le maïs acheté par les Grossiste à Goma est transformé et emballé en farine pour être vendue sur les différents marchés du district de Rusizi, qui constitue actuellement le principal grenier de la ville de Bukavu.

Graphique n°1 : Exportation et importation de 16 premiers produits agricoles entre le Rwanda et la RDC : Mai 2009-Avril 2010



Source: BNR, INSR, MINICOM Informal Cross Border Trade Survey Report, 2010. (*) Taux de change de 2009 est de 574,72 Frw/\$ US (Statistiques de la BNR)

La balance commerciale frontalière du Rwanda avec la RDC est excédentaire pour le Rwanda et largement déficitaire pour la RDC. Cette situation témoigne encore un secteur agricole de la RDC en plein déclin et le partage inéquitable des gains à l'échange. Il est donc obligatoire pour la RDC de pouvoir tout faire pour se hisser rapidement en position de force. Dans le cas contraire, comme le dit Nisse Nzereka Mughendi (2009), les négociations des projets financés dans le cadre de la CEPGL lui resteront toujours désavantageuses.

VI.3. Sources d'approvisionnements alimentaires de la ville de Bukavu

VI.3.1. Approvisionnement en produits alimentaires de la ville de Bukavu à partir de l'intérieur de la province

La province du Sud-Kivu dispose de sources internes d'approvisionnement diversifiées pour chaque produit du panier de la ménagère. Alors que 96 % de ses collectivités peuvent produire du maïs, 83 % de celles-ci ont des atouts quant à la production de manioc, 87% pour la

banane, 70% pour le haricot et 61% pour la patate douce (Mastaki J-L, 2006). Malgré son potentiel agricole, la province est bien loin d'être autosuffisante.

Les faibles quantités d'approvisionnement de la ville de Bukavu par son l'intérieur de la province témoignent un secteur agricole en déclin. Plusieurs obstacles constituant les contraintes majeures au développement de ce secteur sont cités : l'insécurité et les déplacements répétés des populations, le problème foncier, la démographie, la quasi-absence des politiques agricoles, les problématiques liées aux infrastructures de base, de la recherche et développement agricole, au financement du secteur, ...

Deux régions se retracent à savoir l'une à potentialité de production meilleure et d'autres à faible potentialité. Plus de 86% des produits des bases sélectionnés (Tableau n°9), provient des axes Kazimia-Fizi-Uvira-Kamanyola-Nyangezi-Bukavu, Minova-Miti-Bukavu, Idjui-Birava-Bukavu, Hombo-Bunyakiri-Bukavu, zones jugées à haute productivité par ses conditions climatiques favorables et leurs accès à la ville de Bukavu qui constitue le principal marché d'écoulement de leurs produits.

L'axe Kaziba-Nyangezi-Bukavu se situe dans le territoire de Walungu. Bien que rural, ce territoire constitue la zone à faible productivité vivrière. Selon De Faily D. (2000), ses sols sont de plus en plus épuisés et peu fertiles au développement de l'agriculture vivrière et sont exposés aux érosions pluviales. Il est un territoire à déficit alimentaire chronique avec un taux de malnutrition parmi le plus élevé de tous les territoires de la province et une forte densité démographique.

Les axes Kalole-Lwiro-Kitutu-Kamituga-Bukavu, Shabunda-Kigulube-Burhale-Bukavu, Fizi-Itombwe-Mwenga (Bilalo mbili)-Bukavu, sont difficilement accessibles car les routes sont quasiment impraticables. En plus, avec l'exploitation artisanale des minerais dans ces zones, le secteur agricole est entraîné de plus en plus d'être vidé de sa main d'œuvre et crée un déséquilibre de marché des produits alimentaires et détériore les termes de l'échange rural-urbain.

Le transport routier est densément utilisé et est assuré par les propriétaires des véhicules privés qui utilisent des moyens de transport vétustes (Camions, pick-up, mini-bus et voitures) qui se chargent de déplacer les personnes et les produits alimentaires du lieu de production vers le lieu de consommation (ville de Bukavu) et assurent la liaison entre différents territoires du Sud-Kivu.

Le trafic lacustre des produits alimentaires entre l'île d'Idjui, la presqu'île de Birava et la ville de Bukavu qui repose essentiellement sur le manioc et les bananes, est assuré par des boats et pirogues privés. L'Etat a déserté totalement le domaine de transport au Sud-Kivu. La vétusté des engins de transport routier ainsi que le mauvais état des routes rendent difficiles l'organisation des marchés des produits alimentaires et la mise en contact des zones de production avec les zones de consommation.

Les handicaps à surmonter pour l'approvisionnement de la ville de Bukavu à partir de l'intérieur sont encore multiples et demandent l'implication des tous les acteurs tant locaux, nationaux que régionaux. Comme le montre Lebailly P.(2010), ces handicaps sont d'ordre endogène et exogène. Parmi ceux exogènes, on peut citer le déclin du secteur agricole au profit du secteur minier, les aides alimentaires croissantes pour une population pauvre qui vient accentuer encore cette dépendance alimentaire, l'instabilité politique macro-économique, le non respect de la législation (droit de propriété). D'autres handicaps découlent même du fonctionnement et de l'organisation des filières agricoles. Ce sont ceux endogènes parmi lesquels on peut citer l'accès au marché locaux, nationaux, régionaux et internationaux des produits locaux, l'amélioration des infrastructures et l'application de la fiscalité, l'encadrement des agriculteurs.

Malgré les conditions écologiques favorables pour nombreuses cultures, les paysans continuent à produire pour son autoconsommation et trop peu des quantités sont orientées vers les marchés dont la ville de Bukavu en constitue le principal. Les statistiques de l'Inspection provinciale de l'agriculture, pêche et de l'élevage montre que le degré d'autoconsommation en

2009 est resté très élevé et est même de plus de 87% pour la patate douce, de plus de 81% pour le manioc, de plus 80% pour le maïs, de plus de 66% pour le haricot et plus de 53% pour la pomme de terre.

Cette importance de l'autoconsommation illustre la façon dont le milieu rural du Sud-Kivu vit en autarcie. Selon Mastaki J-L (2006), ce repli du monde vivrier traditionnel sur lui-même s'explique par bien des contraintes structurelles génératrices des risques et incertitudes pour les producteurs dont le comportement traduit une véritable aversion du risque. Dans ce sens, la dépendance en produits alimentaires de la ville de Bukavu demeure une évidence.

VI.3.2. L'agriculture urbaine et périurbaine à Bukavu

L'agriculture urbaine intéresse de plus en plus le gouvernement congolais. Ceci peut être prouvé par l'existence d'un service national spécialisé au sein du ministère de l'agriculture et de développement rural pour assurer l'encadrement dans ce secteur. C'est le service national pour le développement de l'horticulture urbaine et périurbaine (SENAHUP).

Certes des avancées significatives sont de plus en plus observées dans des villes comme Kinshasa, où les acteurs tant publics que privés sont impliqués de plus en plus dans ce domaine ; mais dans la ville de Bukavu, ce domaine semble être négligé par tous les acteurs alors que sa contribution à la survie des ménages peut paraître importante. Les études dans ce domaine sont quasi-inexistantes à Bukavu.

Par manque des données quantitatives, on n'a pas tenu compte de flux de l'approvisionnement alimentaire issue de l'agriculture urbaine et périurbaine dans l'approvisionnement global de la ville en produits de base sélectionnés.

VI.3.3. Aides alimentaires au Sud-Kivu

Les tonnages ci-dessus montrent aussi que 89% de l'aide alimentaire du PAM au cours des cinq dernières années a ciblé l'est du Congo, y compris Orientale, Nord / Sud Kivu, et dans les provinces du Katanga. Ces provinces sont celles qui ont été touchées non par la plupart des conflits et des déplacements de population. La figure ci-dessous illustre la répartition géographique de la distribution d'aide alimentaire du PAM par province et par année.

Tableau n°5 : Aides alimentaires de PAM par province (en milles tonnes) : 2005-2009

Province	2005	2006	2007	2008	2009	TOTAL
NKivu	14,292	9,145	29,183	44,985	70,08	167,685
SKivu	21,303	10,26	15,35	13,313	17,435	77,661
Orientale	10,104	7,633	15,848	15,138	27,263	75,986
Katanga	10,759	7,991	16,494	10,179	12,533	57,956
Equateur	3,454	2,587	3,077	5,186	4,851	19,155
Kinshasa	10,389	3,125	0,652	0,108	0	14,274
Autres	7,162	2,527	1,612	2,186	2,236	15,723
TOTAL	77,463	43,268	82,216	91,095	134,398	428,44

Source : WFP/DRC cité par USAID Office of food for peace. Democratic Republic of the Congo. September 2010

Comme le montre le tableau n°4, entre 2005-2009, 77.661 tonnes ont été distribuées dans la province du Sud-Kivu par le PAM, soit en moyenne 15.532 tonnes par an. Elle a augmenté de manière significative entre 2008 et 2009 due à une augmentation du nombre des personnes déplacées dans la province.

Les aides alimentaires accordées par PAM dans la ville de Bukavu restent faibles et elles sont orientées beaucoup plus aux personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire, aux déplacés internes, retournés, familles d'accueil des déplacés, victimes de violences sexuelles, écoliers, enfants soldats démobilisés et personnes vivant avec le VIH/Sida.

VI.3.4. Importations alimentaires au Sud-Kivu et à Bukavu

VI.3.4.1. Déficit alimentaire de la province du Sud-Kivu

Tableau n°6. Besoin alimentaire dans la Province du Sud Kivu en 2007

n°	Spéculation	Besoin (tonne)	Production (tonne)	Ecart
1	Maïs	258.696	89.967	(168.729)
2	Manioc	233.513	208.243	(25.269)
3	Riz	130.493	1.119	(129.374)
4	Haricots	155.676	65.338	(90.338)
5	Arachides	107.599	15.681	(91.918)

Source : Inspection provinciale de l'agriculture, pêche et élevage.

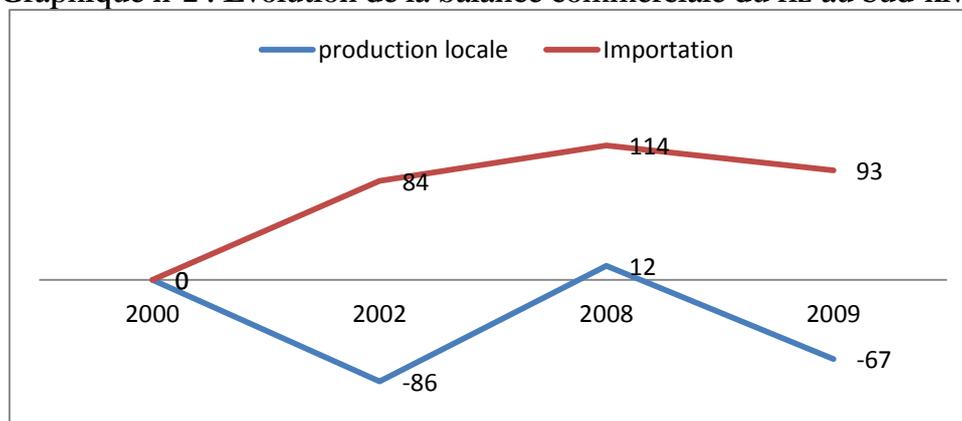
La production alimentaire accuse un défi pour la plupart des cultures constituant une alimentation de base de la population. Ce déficit est assez énorme. Il est partiellement comblé par les produits venant en grande partie du Nord-Kivu (maïs, haricots, poissons), du nord du Katanga (poissons), de l'Asie (le riz, l'huile végétale), du Rwanda (bovins, caprins, ovins, maïs, manioc, pommes de terre, arachides, haricot, patates douces, poissons, ...), de l'Asie (le riz). Ce déficit alimentaire peut être justifié par le niveau de production agricole faible alors que la demande due en grande partie par l'accroissement de la population continue à augmenter.

VI.3.4.2. Etat des lieux de la dépendance alimentaire du Sud-Kivu et de la ville de Bukavu

La dépendance alimentaire est une réalité au Sud-Kivu et depuis cinquante ans d'Indépendance, le développement agricole de la RD Congo n'a cessé d'entretenir l'espoir d'une meilleure autosuffisance alimentaire réclamée avec insistance par les Congolais. Il a mobilisé les capitaux, les énergies et les enthousiasmes mais, le Sud-Kivu n'est pas à mesure de nourrir encore sa population. Il importe des produits alimentaires à partir de l'étranger.

Certains produits parcours de longue distance comme le riz en provenance d'Asie et d'autres parcours des petites distances comme le haricot en provenance du Nord-Kivu, les viandes de bœuf et de porc an provenance du Rwanda.

Graphique n°2 : Evolution de la balance commerciale du riz au Sud-kivu



Source : Traitement des données de l'Inspection provinciale de l'agriculture, pêche et élevage

Avec l'année de base 2000, la tendance des importations rizicoles allant de 2000 à 2009, compte tenu de la disponibilité des données sur la province explique mieux encore cette dépendance de la province. Les résultats obtenus affichent une forte augmentation des importations du riz dont l'indice culmine en 2008 l'année de la crise agricole mondiale.

Contrairement aux importations, la production rizicole locale est toujours en baisse à l'exception de 2008 suite à la flambée des prix observée. Il s'observe donc un ralentissement des activités rizicoles dans la province au profit du riz importé. La dépendance alimentaire poursuit donc son bon chemin au Sud-Kivu.

Signalons que la province du Sud-Kivu a importé 137000 tonnes du riz en 2010 (statistiques de la division du commerce extérieur) mais, une grande quantité de ces importations est utilisée comme matière première dans la production de la bière par la société BRALIMA.

Bien que le trafic frontalier du Sud-Kivu avec les pays voisins soient dominés par les produits du règne animal et végétal qui représentent respectivement 53,4% et 27,1% de la valeur des approvisionnements frontaliers du Sud-Kivu (Statistiques de l'OCC, 2009), l'analyse de la provenance actuelle des produits alimentaires conduit à un diagnostic assez contrasté. Il ressort de l'étude de CRONGD (2010) que le Sud-Kivu achète davantage du Rwanda presque tous les produits alimentaires même pour lesquels il est supposé avoir un avantage comparatif par rapport au reste du monde.

VI.3.4.3. Part des flux des produits alimentaires en provenance du Rwanda et du Nord-Kivu dans l'approvisionnement total de la ville de Bukavu.

Excepté le manioc et les bananes plantains, les chiffres de tableau n°7 révèlent cependant que les approvisionnements de la ville de Bukavu à partir de l'étranger sont très importants. Signalons que cette dépendance pourrait être compensée par un accroissement des productions locales, si toutes les opportunités étaient exploitées.

Au mois de Mai, Juin, Juillet 2010, plus de 17.000 tonnes d'aliments de base ont été approvisionnés par la ville de Bukavu à partir du Rwanda (plus de 11.000 tonnes) et du Nord-Kivu (plus de 6.000 tonnes) (Tableau n°9). Une bonne partie de ces aliments était réexpédiée à l'intérieur du pays. Cette quantité réexpédiée n'as pas fait l'objet de pointage, mais avec la situation d'insécurité dans laquelle se trouve les milieux ruraux du Sud-Kivu, leur approvisionnement à partir de la ville de Bukavu est évident.

En septembre 2008, un kilogramme de la farine de manioc, de la viande de bœuf et un litre d'huile végétale coûtaient respectivement 400FC, 2500FC et 500FC dans la ville de Bukavu alors que la même quantité se vendait respectivement à 600FC, 3.000FC et 900FC à Luhwinja (Kajemba E., Muhigwa J-B., 2008). Ces prix varient considérablement de 33,3% pour la farine de manioc, 16,7% de viande de bœuf et 44,4% d'huile végétale.

Les aliments en provenance du district de Rusizi et du Nord-Kivu sont bon marché qu'ils concurrencent sérieusement les produits locaux. La présence d'un réseau de transport en bonne qualité (routes et des bateaux privés, boat et pirogues privés sur le lac Kivu) mais aussi la courte distance entre Bukavu et le district de Rusizi au Rwanda, facilitent aussi ces échanges.

L'entretiens informels effectués avec les vendeurs sur les différents marchés du district de Rusizi montre que les 11.000 tonnes ne sont pas toutes produites par le Rwanda mais des grandes quantités proviennent de l'Ouganda (farine de maïs, le bovins égorgés sur différents marchés des districts de Rusizi), du Nord-Kivu (maïs, pomme de terre, haricot), de la plaine de la Ruzizi (riz, l'arachide, sorgho).

On peut observer au beau milieu de ces échanges, la circulation des devises (dollars américains) et les deux monnaies locales (Francs rwandais et congolais) sont acceptés de deux cotés des frontières en passant par les maisons de change et les cambistes.

Le déficit commercial montre que le secteur agricole du Sud-Kivu est très loin d'être compétitif par rapport à celui du Rwanda et avec la libéralisation progressive observée dans les

pays de la CEPGL, les produits locaux sont exposés à une forte concurrence de telle manière que le déclin relatif de ce secteur continue à s'accroître.

VI.3.5. : Mode de transport utilisé par les produits alimentaires et risques et obstacles frontaliers

VI.3.5.1. Mode de transport utilisé par les produits alimentaires lors de la traversée

Tableau n°7 : Mode de transport utilisé par les produits qui entrent dans la ville de Bukavu en provenance du district de Rusizi lors de la traversée des frontières Ruzizi I et II pendant les mois de Mai, Juin, Juillet 2010.

Moyens de transport	Frontière Ruzizi I (nombre)	Frontière Ruzizi II (nombre)	Total (nombre)
Dos/tête	93771	101413	195184
Charrette	45724	0	45724
Camionnette	91	31	122
Camion	27	18	45
Tricycle (vélo pour handicapés)	43948	0	43948
Brouette	36915	41236	78151

Source : Pointages du flux des produits alimentaires de Mai, Juin, Juillet 2010

Les moyens le plus utilisés par les produits alimentaires lors de la traversée de deux frontières entre la ville de Bukavu et le district de Rusizi est le dos/tête. Cette prédominance est expliquée par la courte distance entre la ville de Bukavu et le district de Rusizi (Rwanda) mais elle constitue un moyen pour échapper au droit des douanes et aux différentes tracasseries douanières.

VI.3.5.2. Risques et obstacles frontaliers

Tableau n°8 : Risques et obstacles frontaliers

Intitulé du risque	Frontière Ruzizi (RDC) n=233*	Frontière Ruzizi (district de Rusizi : Rwanda) n=233*
Confiscation des biens	47(8,3)	12(4,7)
Actes de violence et harcèlement sexuel	10(1,8)	0(0,0)
Pot de vin	211(37,2)	2(0,8)
Amandes	89(15,7)	25(9,7)
Longue période d'attentes	111(19,9)	0(0,0)
Comportement grossier violence verbale et insultes	77(13,6)	16(6,2)
Rien à signaler	22(3,9)	203(78,7)

Source : traitement des données de l'enquête ; *Plusieurs réponses possibles.

Malgré cette diversité des moyens de transport des produits alimentaires pour traverser les deux frontières Ruzizi I et II, les commerçants et les ménages congolais sont confrontés à des difficultés à chaque passage. Les irrégularités de barrières non tarifaires orchestrées par les

services douaniers, contrôleurs, policiers et militaires menacent les intérêts des petits commerçants et des ménages qui s'approvisionnent au Rwanda.

La chance d'être surtaxée augmente avec la quantité transportée. Pour y échapper, les petits commerçants et ménages s'arrangent soit à traverser la frontière plusieurs fois avec des petits colis, soit à payer les manutentionnaires et c'est dans ce dernier travail que même les handicapés physiques trouvent leur compte en utilisant leur vélo ou soit à passer par la fraude dont la sanction peut aller au paiement de pot de vin et confiscation des biens, aux menaces de viols.

Ces tracasseries frontalières, couplées par la lourdeur administrative frontalière explique le nombre faible des camions et des camionnettes qui traversent la frontière avec les produits alimentaires.

Pour passer la frontière avec les produits alimentaires, le versement des pots de vin constitue une pratique courante par les ménages qui s'approvisionnent dans le district de Rusizi (Rwanda). Côté congolais, il faut franchir de nombreux obstacles : police des frontières, bureau de direction générale des douanes et accises (DGDA), Direction générale de migration (DGM), Bureau d'hygiène à la frontière, Office congolais de contrôle (OCC) et autres formalités liées à la sécurité. Du côté du district de Rusizi (Rwanda), ces obstacles non tarifaires sont de moins en moins observés.

Malgré les mesures de facilitation du commerce mis sur place par le Régime Commercial Simplifié (RECOS) du COMESA, qui consiste à importer ou exporter des marchandises éligibles d'une valeur égale ou inférieure à 500 US dollars par lot, ainsi que les mesures sur la libre circulation des biens et des personnes mis sur place par la CEPGL, les risques et les obstacles à la promotion et à l'intensification des échanges restent encore élevée surtout du côté de la RDC. Ces obstacles et risques sont accentués par manque de transparence et de connaissance, chez les ménages et fonctionnaires, sur les règlements qui sont censés régir les mouvements transfrontaliers des biens et des personnes.

Tableau n°9 : Sources d'approvisionnement internes par produit de la ville de Bukavu (Mai, Juin, Juillet, 2010)

Axes d'approvisionnements	Mais grain, farine (kg)	Manioc, farine et cossette (kg)	Haricot (kg)	Pomme de terre (kg)	Sorgho (kg)	Arachides grains (kg)	Patate douce (kg)	Riz(kg)	Bananes plantains (kg)	Viandes bovin et porc (kg)	TOTAL (kg)	%
Kazimia-Fizi-Uvira-kamanyola-Bukavu	108820	129900	5800	0	0	244907	273	6200	120	0	496020	27
Minova-kabamba-katana-Miti-Bukavu	104730	325546	21400	1024	123300	1229	795	0	860	0	578884	32
Hombo-Bunyakiri-Bukavu	42110	123150	0	0	0	0	0	0	0	0	165260	9,1
Shabunda-Kigulube-Burhale-Bukavu	800	0	0	0	0	0	0	0	70	0	870	0
Fizi-Itombwe-Mwenga(Bilalo mbili)-Bukavu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaziba-Nyangezi-Bukavu	0	0	0	0	0	0	480	0	30	0	510	0
Kalole-Lwiro-Kitutu-Kamituga-Bukavu	0	0	0	0	0	0	700	0	370	0	1070	0,1
Idjui-Birava-Bukavu (voie navigable)	0	454785	0	0	0	0	0	0	16150	0	470935	26
Boucherie ELAKAT ¹	0	0	0	0	0	0	0	0	0	98515	98515	5,4
TOTAL (kg)	256460	1033381	27200	1024	123300	246136	2248	6200	17600	98515	1812064	100
%	14,2	57,0	1,5	0,1	6,8	13,6	0,1	0,3	1,0	5,4	100	

Source : Pointages de flux en provenance de l'intérieur du Sud-Kivu (Mai, Juin et Juillet 2010)

¹ Comme les animaux vivants n'ont pas fait l'objet du pointage, les informations sur la quantité des viandes des vaches et porc domestiques proviennent des rapports de la grande boucherie ELAKAT.

Tableau n°10 : Flux des produits alimentaires par source d'approvisionnements alimentaire de la ville de Bukavu (Mai, Juin et juillet 2010)

Produits (Kg)	Frontière				Nord-Kivu		Intérieur du Sud-Kivu		TOTAL	
	Ruzizi I	Ruzizi II	Total (kg)	%	Qnté (kg)	%	Qnté (kg)	%	Qnté (kg)	%
Mais grain, farine de maïs	2607701	4022445	6630146	66,2	3128301	31,2	256460	2,6	10014907	50,9
Manioc, farine et cossette	197616	334488	532104	23,2	727465	31,7	1033381	45,1	2292950	11,7
Haricot	943789	27325	971114	30,7	2166025	68,5	27200	0,9	3164339	16,1
Pomme de terre	1161791	15	1161806	81,9	255550	18,0	1024	0,1	1418380	7,2
Sorgho	663443	0	663443	72,8	124910	13,7	123300	13,5	911653	4,6
Arachides grain	721852	0	721852	69,1	76900	7,4	246136	23,6	1044888	5,3
Patate douce	95291	0	95291	97,7	0	-	2248	2,3	97539	0,5
Riz (kg)	13666	0	13666	68,8	0	-	6200	31,2	19866	0,1
Bananes plantains (kg)	4456	2387	6843	28	0	-	17600	72,0	24443	0,1
Viandes de bœuf et porc	440625	134047	574672	85,4	0	-	98515	14,6	673187	3,4
TOTAL	6850230	4520707	11370937	57,8	6479151	33,0	1812064	9,2	19662152	100

Source : Pointages de flux par source d'approvisionnements alimentaires de la ville de Bukavu (Mai, Juin, Juillet, 2010)

VI.4 Budget familial et part des approvisionnements alimentaires en provenance du district de Rusizi : Approche ménage.

Tableau n°11 : Part des approvisionnements alimentaires en provenance du district de Rusizi dans les dépenses alimentaires et totales des ménages-consommateurs

Groupe	Consomma- tion (\$ US)	Approvision- nement à Rusizi	%
Céréales	59,15	38,08	64,4
Riz	23,72	7,89	33,3
Maïs et farines de	25,46	24,40	95,8
Blé et produits dérivés	5,64	2,62	46,5
Sorgho et farine de	4,33	3,17	73,2
Racines et tubercules et autres produits de base	61,71	43,27	70,1
Bananes plantains	5,95	3,00	50,4
Manioc et farine de	15,64	11,24	71,9
Pomme de terre	9,05	3,16	34,9
Igname	0,03		
Patate douce	4,87	3,22	66,1
Petits pois	0,04		
Haricots	24,74	21,29	86,1
Arachide grain	1,39	1,36	97,8
Légumes	10,52	9,49	90,2
Produits animaux	79,99	69,25	86,6
Poissons	33,72	26,52	78,7
Viandes	39,15	35,96	91,9
Produits laitiers, œufs, miel	7,12	6,77	95,1
Huiles et noix	11,73	6,28	53,5
Condiments, épices et ingrédients	6,03	1,63	27,0
Fruits	4,62	3,23	69,9
Sucre et produits sucrés	2,92		
Boissons et limonades, jus, eau en bouteilles pl.	21,65		
Frais accessoire d'achat (transport, jeton, tracasserie,...)		7,38	
TOTAL	258,33	178,61	69,1
Approvis. au district /Dépenses totales		48,8%	

Source : traitement des données de l'enquête

Il découle de ce tableau que 69,1% des dépenses alimentaires et 48,8% des dépenses totales des ménage-consommateurs traversent les frontières. Cette situation renforce le déclin du secteur agricole du Sud-kivu, déjà confronté par, comme on l'a déjà dit, divers problèmes.

VI.5. Rentabilité du commerce frontalier exercé par les ménage-revendeurs : Détermination du résultat

Tableau n°12 : Résultat par produit d'un ménage-revendeur (\$ US/mois)

Produits	Farine maïs	Farine manioc	Pomme de terre	Sorgho	Viande bovin	Viande porc	Haricot
Résultat							
Quantité vendue	244,23	238,80	255,64	235,53	245,47	198,75	210,9
Prix d'achat (\$/kg)	0,40	0,18	0,44	0,28	3,36	2,03	0,70
Prix de vente (\$/kg)	0,52	0,27	0,55	0,38	3,77	2,37	0,89
Coût d'achat²	101,21	41,98	116,07	65,03	846,16	402,50	148,51
Frais d'achat ³	9,58	5,93	7,81	4,64	18,41	14,28	9,46
Coût d'achat total⁴	110,79	47,91	123,88	69,67	864,56	416,78	157,97
Prix de vente ⁵	128,77	64,72	143,76	87,63	922,47	466,56	186,54
Résultat ⁶	17,98	16,81	19,88	17,96	57,91	49,78	28,57

Source : traitement des données de l'enquête

De la lecture du tableau n°11, il se dégage que tous les produits ont dégagés des résultats positifs par le fait que les coûts totaux sont inférieurs au chiffre d'affaire. Nous pouvons conclure que ces activités sont rentables. Le prix faible des ces produits sur les marchés du district de Rusizi par rapport à ceux des marchés de Bukavu explique ce niveau de résultat positif. Dans ce sens, les incidences économiques du commerce frontalier sur les revenus des ménage-revendeurs deviennent une réalité et que ces ménages tirent des profits malgré que les coûts d'achat et les frais d'achat ne soient négligeables. Plus de 68% des ménage-revendeurs affirment être satisfaits du résultat de cette activité.

VI.6. Inégalité des revenus dépensés des ménage- consommateurs et les profits des ménage-revendeurs

Concernant la détermination des inégalités de la répartition des revenus et des profits, l'analyse s'attèle à interpréter la courbe de Lorenz tracée sur base de nombre des ménages cumulés et le revenu dépensés cumulé par le ménage-consommateur ou le profit cumulé réalisé par ménage-revendeurs. En complément à la courbe de Lorenz, il sied d'utiliser l'indice ou coefficient de GINI.

Cette formule s'écrit :

$$(1) \quad G = 1 - \sum_{i=1}^n (X_i - X_{i-1})(Y_i + Y_{i+1})$$

Où X est la part cumulée de la population, et Y la part cumulée de la masse à répartir. Dans le cas qui nous intéresse ici, comme les données sont connues individuellement cette formule peut se simplifier à :

² Coût d'achat=prix d'achat/kg x Quantité vendue

³ Frais d'achat ont été réparti proportionnellement au coût d'achat des produits

⁴ Coût d'achat total= coût d'achat x frais d'achat

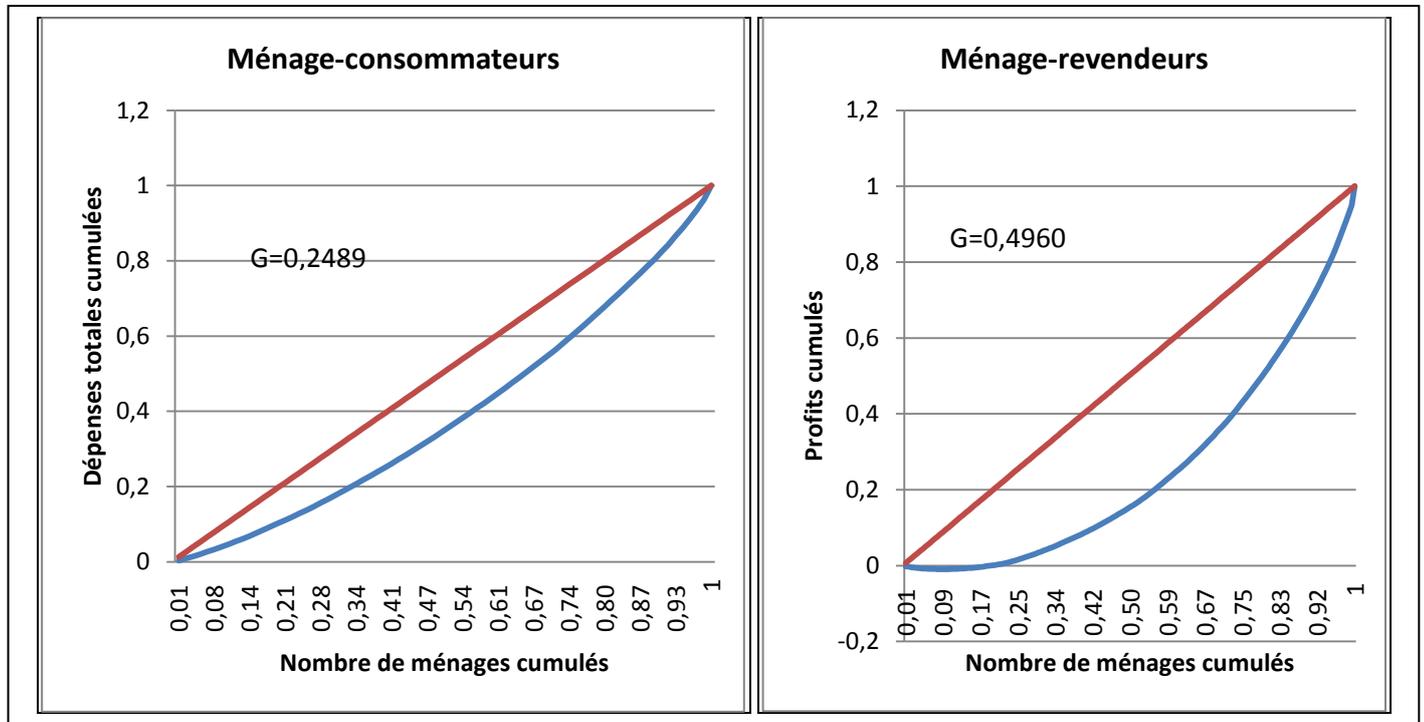
⁵ Prix de vente=prix de vente/kg x Quantité vendue

⁶ Résultat=prix de vente-coût d'achat total.

$$(2) \quad G = 1 - \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n (Y_i + Y_{i+1})$$

Où n représente le nombre d'unités statistiques (la population). Les formules (1) et (2) donnent le même résultat.

Graphique n°3: Courbe de Lorenz des ménage-consommateurs et des ménage-



Source : traitement des données de l'enquête

Le coefficient de Gini (G) par la formule est égal à 0,2489. Ce coefficient est faible et la courbe de Lorenz se rapproche de la droite d'égalité parfaite des dépenses totales. Ceci montre que les écarts des dépenses totales entre les ménage-consommateurs ne sont grands. La courbe de Lorenz des profits chez les ménage-revendeurs se démarque de la droite d'égalité parfaite des profits réalisés. Avec un coefficient de Gini égal 0,4960, les inégalités de profit réalisé par les ménage-revendeurs sont très fortes.

BIBLIOGRAPHIE

BRENTON P. et *al.* (2011), Les femmes pauvres qui pratiquent le commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs de l'Afrique : des affaires à risque. Notes de pole commerciale.

CHEYNS E.(1999), Les pratiques d'approvisionnement alimentaire des consommateurs de Ouagadougou (Burkina), CIRAD-AMIS, Programme Agro-alimentaire.

CLING J-P.(2006), Commerce, croissance et inégalités dans les PED, Document de travail DIAL, Paris.

CONSORTIUM CRONGD SUD-KIVU (2010), La dépendance alimentaire au Sud-Kivu.

DE FAILLY D.(2000), « L'économie du Sud-Kivu 1990-2000 : Mutation profondes cachées par une panne », L'Afrique des grands lacs, Annuaire 1999-2000, 2000, L'Harmattan, p.163-192.

JOHSON, D., SUNMAN H., BATES N., BANFIELD J.(2009), Le commerce au service de la paix, DFID. COMESA, USAID

JOHN EGG (1989), Disparités des politiques économiques et échanges agricoles régionaux en Afrique de l'Ouest, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), OCDE.

KAJEMBA E., MUHIGWA J-B., Chefferie de Luhwinja avant l'exploitation minière, industrielle et les grands défis du plan local de développement, Observatoire, Gouvernance et Paix, septembre 2009.

KIMANUKA C., LANGE M. (2010), La traversée : Petit commerce et amélioration des relations transfrontalières entre Goma (RD Congo) et Gisenyi (Rwanda), International Alert.

LEBAILLY, PH., Notes sur Cinquante années de dépendance alimentaire en RDC : Situation et perspectives. <http://orbi.ulg.ac.be/handle/2268/74168>

MASATO HAYASHIKAWA (2009), Vaincre la pauvreté grâce au commerce : quel rôle pour l'aide à l'appui des échanges, OCDE.

MASTAKI, J.L. (2006). Le rôle des goulots d'étranglement de la commercialisation dans l'adoption des innovations agricoles chez les producteurs vivriers du Sud-Kivu (Est de la R.D.Congo), Thèse, Inédit, FUSAGx.

NISSE NZEREKA MUGHENDI« Relancer la CEPGL en pleine crise économique : l'enjeu du partage des ressources de la RDC », Dounia, n°2, décembre 2009, p. 91-97.

SOULE, B.G. ET MUSILA, C. (2005), Rapport de mission conjointe INICA – LARES : Lancement de l'antenne régionale de l'INICA et de l'observatoire sur des échanges transfrontaliers dans le Bassin. Burundi, Ouganda, République Démocratique du Congo et Rwanda, Initiative for Central Africa (INICA).

TEGERA A., JOHNSON D.(2007), Ressources naturelles et flux du commerce transfrontalier dans la région des grands lacs. in Regards croisés n°19, Etude de Pole Institute, Ed. Spéciale.

USAID Office of food for peace. Democratic Republic of the Congo. September 2010.

WORD BANK (2011), Facilitating Cross-Border Trade between the DRC and Neighbors in the Great Lakes Region of Africa: Improving Conditions for Poor Traders, Report n°: 62992-AFR